

# BONGO DOIT PARTIR



---

## Bureau du Président

### Discours de déclaration de Candidature du Dr. Daniel Mengara Paris, le 20 juin 2009

Compatriotes,

Mesdames et messieurs,

Amis du Gabon.

Il me plaît énormément de me retrouver parmi vous aujourd'hui en cette exceptionnelle occasion.

Exceptionnelle occasion parce qu'il s'agit pour moi de partager avec vous ma vision du Gabon, vision inspirée par les 42 années de souffrance et de traumatisme que notre peuple, le peuple gabonais, a vécu sous l'infâme règne d'Omar Bongo (Dieu aît son âme).

Je voudrais à ce titre demander à tous ceux qui sont présents de se lever pour observer une minute de silence à la mémoire de tous ceux qui, pendant les 42 dernières années de bongoïsme au Gabon, ont souffert dans leur âme et dans leur être.

(Je vous remercie)

Oui, Mesdames et Messieurs, je suis devant vous aujourd'hui pour annoncer ma candidature à la Présidence de la République gabonaise.

Cette candidature, elle n'est pas pour moi. Elle est celle des Gabonais. Je dédie ma candidature à tous les Gabonais connus et inconnus qui ont souffert du dédain et de l'irresponsabilité de ceux qui ont pendant 42 ans tué les aspirations et les attentes de toute une nation.

C'est aux martyrs de la République que je dédie cette candidature.

C'est à Jean-Hilaire Aubame du Gabon, à Patrice Lumumba du Congo, à Thomas Sankara du Burkina Faso, et à tous ceux dont les rêves d'affirmation d'une Afrique nouvelle, libre, prospère et digne se sont effondrés à l'autel du néocolonialisme, que je dédie cette candidature.

C'est à Joseph Rendjambé et aux martyrs de la République qui, comme moi, ont refusé jusqu'au bout les compromissions et payé ce refus de leur vie, que je dédie cette candidature.

C'est à Martine Oulabou et aux citoyens de la République qui, pendant 42 ans, ont succombé face aux injustices, aux arbitraires et aux assassinats injustifiés, que je dédie cette candidature.

C'est à Paul Mba Abessole, Pierre Mamboundou, Agondjo Okawé, Simon Oyono Aba'a et tous ceux de leur génération qui ont commencé ce combat pour la dignité, et dont certains ont succombé aux pressions du temps et de la dictature, que je dédie cette candidature.

A tous ceux-là qui ont essayé en leur temps, à tous ceux-là qui ont donné leur vie à l'idéal du changement et de la réforme au Gabon, à tous ceux-là qui de quelque manière que ce soit, essaient encore, malgré la dictature, les privations, les injures et les indignités à leur vie et à leurs âmes, je transmets mon salut le plus patriotique et mes remerciements.

Mes chers compatriotes, amis du Gabon.

Avec la mort d'Omar Bongo, une page de l'histoire de notre pays vient d'être tournée, et une autre commence.

Chers compatriotes, amis du Gabon,

Je ne suis pas venu vous parler de haine, mais d'amour.

Je ne suis pas venu vous parler de division, mais d'unité et de rassemblement.

Je ne suis pas venu vous parler de rivalité, mais d'amitié.

Je ne suis pas venu vous parler d'abandon, mais de persévérance.

Je ne suis pas venu vous parler d'une ethnie, d'une tribu, d'un clan ou d'une famille, mais de nation et d'unité nationale.

Ce dont je suis venu vous parler, c'est de cet engagement citoyen, cet amour de la patrie et de l'intérêt général qui, pendant 42 ans, nous a cruellement manqué, car à la place on a installé l'individualisme et la promotion personnelle qui ont fini par tuer les aspirations des Gabonais.

Ce dont je suis venu vous parler, c'est de ce sens des valeurs et de la moralité personnelle et publique qui, pendant 42 ans, a été annihilé dans nos esprits, car à la place, on a installé la bière et les fesses, la fumisterie et la petitesse d'esprit qui animalisent.

Ce dont je suis venu vous parler, chers compatriotes, c'est tout simplement de citoyenneté.

Mais cela ne veut pas dire renoncer à faire les bilans qui s'imposent, aux fins de comprendre comment et pourquoi nous en sommes arrivés là.

Oui, pendant 42 ans, les Gabonais ont souffert dans leur corps et dans leur être. Cette souffrance, je l'ai connue à titre personnel.

Je l'ai connue quand, grandissant dans le petit village de Mekaga Essangwame à Minvoul où je suis né, j'ai vu mon père et mes deux petites sœurs jumelles mourir de maladies inconnues alors que je n'avais que 5 ans, tous morts dans un pays où personne ne s'était préoccupé de construire des hôpitaux dignes de ce nom. Et après 42 ans, d'autres meurent encore de maladies pourtant soignables dans un pays pourtant riche, ou du moins potentiellement, mais dont les leaders ont choisi de s'accaparer de la richesse nationale au détriment d'un peuple plus que jamais confiné à la mort lente dans des hôpitaux mouroirs.

Cette souffrance, je l'ai connue quand je voyais ma mère se lever chaque matin pour aller planter l'arachide et la banane avec lesquels elle se devait de réunir les 40.000 francs sans lesquels je ne serai jamais, à douze ans, allé étudier au Collège Jésus-Marie de Bitam. Ces 40.000 francs, qui étaient la seule somme qu'elle pouvait me donner pour toute une année d'études, représentent pour moi la dure réalité d'un Gabon où, pour pouvoir étudier, je devais dès l'âge de douze ans, survivre tout seul loin de ma mère, condamné à me débrouiller, et devant me résoudre à ramasser dans des poubelles des bouteilles vides que je revendais aux bars de Bitam en échange des quelques CFA qui me permettraient de m'acheter un bâton de manioc mangé non pas avec de la viande, du poisson ou de la sauce, mais avec la vieille boîte de pâte d'arachide que ma mère me remettait en début d'année scolaire pour ma survie des trois premiers mois.

J'ai connu la souffrance qui découle de la pauvreté la plus abjecte quand, pour espérer manger autre chose que la vieille pâte d'arachide de ma mère, je devais me lever à quatre heures du matin pour faire les corvées d'eau chez les gens chez qui je louais une chambre, dans l'espoir qu'un jour, ils m'inviteraient à leur table pour partager leur repas ou me laisseraient un fond de casserole que je récupérerai avec mes doigts affamés.

42 ans après, sous ce même régime qui a mon âge, le seul régime que j'aie connu de toute mon existence, rien n'a changé. D'autres enfants, d'autres jeunes, comme moi à l'époque, doivent endurer au jour d'aujourd'hui la pauvreté la plus abjecte, les indignités d'une vie sans espoir, parce qu'une caste d'hommes et de femmes plus intéressés par l'enrichissement personnel que le bien commun, a choisi de condamner toute une nation à la mort lente et au désespoir.

Tout cela dans un pays aux richesses et au potentiel immenses. Et 42 ans plus tard, la pauvreté que j'ai connue tout enfant a empiré. Au cours de mon adolescence, on pouvait encore rencontrer un villageois nanti qui, grâce à la culture du cacao, nourrissait dignement sa famille. Aujourd'hui, c'est impossible.

Près de 70% de la population gabonaise vit aujourd'hui sous le seuil de pauvreté, c'est-à-dire avec moins d'un dollar par jour. 1 enfant sur 10 au Gabon ne voit pas son premier anniversaire. Le Gabonais ne peut espérer vivre que 45 à 50 ans là où d'autres pays moins nantis, comme le Maroc, atteignent des taux de longévité touchant les 70 ans, pas trop loin de ceux des nations occidentales. L'ironie du sort, c'est par la suite quand le Président du pays qu'on appelle Gabon se retrouve à aller mourir dans un hôpital espagnol, parce que, chez lui, il n'a jamais construit un hôpital digne de ce nom. Il ne se doutait pas que le sous-développement auquel il avait volontairement condamné son pays, la précarité qu'il avait volontairement entretenue comme arme de domination et de contrôle, et par laquelle il a condamné son peuple à mendier ses droits, finiraient bien par le rattraper.

En 1998, quand je créai le BDP-Gabon Nouveau, j'avais prédit que rien de bon ne pouvait plus se passer au Gabon tant qu'Omar Bongo serait au pouvoir. J'avais prédit qu'Omar Bongo ne pouvait plus rien faire pour le Gabon et qu'il ne fallait rien attendre de lui qui soit humain vu que c'était un homme foncièrement mauvais.

Ma prédiction s'est révélée juste vu qu'Omar Bongo est mort sans avoir rien laissé de positif aux Gabonais, en dehors des grincements de dents et des déperditions quadragénaires qui ont normalisé chez nous toutes les formes de déviances possibles. Il laisse un pays exsangue dans lequel l'immoralité s'est érigée en valeur, l'arbitraire en loi et le vol et les viols en exemples.

Oui, j'ai connu la pauvreté et la souffrance, Mesdames et messieurs, et ce sont cette pauvreté et cette souffrance qui ont fortifié mon caractère.

Elles m'ont donné le sens de la conviction et de la détermination. Elles m'ont donné la fortitude qui m'a permis de persévérer là où d'autres abandonnaient.

Elles m'ont appris à ne jamais laisser tomber mes combats et à éloigner le désespoir de mon esprit là où d'autres se laissaient vaincre par la dureté d'une vie sans horizon.

Elles m'ont appris le sens du sacrifice et de la justice. Et très jeune, j'ai développé les qualités d'abnégation, de travail et de moralité qui ont fait de moi ce que je suis aujourd'hui, c'est-à-dire un homme qui ne doit rien à personne.

Je n'ai pas eu la chance d'avoir des parents ou des beaux-parents riches pour faire de moi le professeur d'université que je suis aujourd'hui aux Etats-Unis. C'est avec mes tripes et mon ardent désir de réussir que je me suis fait, en toute indépendance. Je ne dois rien à personne en dehors de ma pauvre mère qui n'a cessé de fortifier mon caractère, de m'encourager à la dédication pour le travail bien fait et la justice. Je lui dois tout. Et c'est grâce à elle que j'ai développé un goût appuyé pour la vérité, l'honnêteté et la franchise. J'ai appris à dire la vérité, sans calculs ni faux semblants, avec seulement comme armes les valeurs de probité morale et d'intégrité que ma mère m'a enseignées.

Mais j'ai aussi en moi la révolte de tous ceux qui, ayant connu les injustices et les privations les plus insupportables, savent dire : « Plus jamais ça ». Pas forcément pour moi, mais pour les autres, ceux qui se retrouvent confinés au drame quotidien de jours sans pain, d'hôpitaux sans médicaments ni médecins, de chômage permanent, de la vie chère, de la maladie et de l'insalubrité.

Ma révolte et, surtout, mon engagement pour la cause du changement au Gabon, chers amis, n'a pas attendu que Bongo meure pour que je m'engage. Je n'ai pas attendu d'être un homme de 42 ans pour soudainement apparaître sur la scène politique. Je n'ai pas attendu dans l'ombre pendant des années, pour tout d'un coup m'improviser opposant.

L'engagement politique, chers amis, ne s'improvise pas. Il ne se porte pas comme un habit du dimanche que l'on met pour épater les potes, ou, en l'occurrence, pour gagner une élection. Il découle d'une conviction qui se doit d'être profonde, sincère, durable, traçable et éprouvée par l'expérience et la fortitude mentale.

Mon engagement a une histoire, un historique, une traçabilité.

Cet engagement a commencé quand, tout pauvre et affamé au Collège Jésus-Marie de Bitam, j'ai juré de ne jamais céder au désespoir et de réussir ma vie par le travail et l'honnêteté. Cet engagement a continué quand, grâce à un tract que j'ai posté un peu partout sur le campus universitaire, à seulement l'âge de 22 ans alors que j'étais encore étudiant à l'université Omar Bongo, j'ai déclenché la grève estudiantine qui, en 1990, a changé l'histoire du Gabon, la grève qui, grâce à mon tract, a été à la source de l'embrasement de revendications généralisées qui ont forcé Omar Bongo à accepter la Conférence Nationale qui a ramené le multipartisme au Gabon. Si le Gabon est multipartiste aujourd'hui, c'est grâce à cette révolte contre les injustices, le mensonge et la dictature qui, à cette époque, bouillonna en moi, me poussant à l'action. Il n'est donc pas étonnant qu'à 31 ans, j'aie récidivé en créant le BDP-Gabon Nouveau.

Si Omar Bongo avait été vivant aujourd'hui, je lui aurais dit : « Monsieur Bongo, je vous ai, grâce à la force de ma plume et de mes convictions, vaincu une fois alors que je n'avais que 22 ans. Je vous vaincrai de nouveau, toujours grâce à la force de cette même plume et de ces mêmes convictions citoyennes qui ont fait que, en 1998, alors que je n'avais que 31 ans, je profite de la technologie Internet lors de mon exil aux Etats-Unis pour lancer le mouvement « Bongo Doit Partir », mouvement qui révolutionna non seulement l'expression politique au Gabon dans le domaine de la cyber-dissidence, mais permit aussi de galvaniser la Diaspora gabonaise aux moments où les voix de l'opposition s'éteignaient au Gabon.

Il suffit de regarder la mouvance diasporique d'aujourd'hui pour se rendre compte de l'impact, en bien ou en mal, du travail que j'ai engagé quand j'ai créé, à 31 ans, le seul cadre politique qui a permis à la diaspora de prendre la relève de nos aînés qui, au Gabon, avaient, dès 1998, commencé à montrer des signes de faiblesse.

Grâce au travail que j'ai initié, l'on remarquera que la majorité des Gabonais qui s'expriment politiquement et ouvertement dans l'opposition diasporique ont comme épice centre le BDP-Gabon Nouveau et Daniel Mengara.

Je ne suis donc pas, en politique, apparu par l'effet d'un coup de baguette magique. Il y a un historique derrière et une traçabilité faite d'un engagement inébranlable et incorruptible. Omar Bongo en sait quelque chose car par six fois il a essayé de me rencontrer, par six fois j'ai refusé. Je resterai dans l'histoire du Gabon comme l'un des rares opposants à avoir refusé de rencontrer Omar Bongo. Non pas parce que je le haïssais, mais parce que je ne voulais pas me laisser aller aux compromissions qui, pendant 42 ans, ont tué l'espoir de tout un peuple.

Je ne suis pas un politicien improvisé qui aurait construit sa gloire sur la souffrance et le travail des autres. J'ai construit mon engagement politique comme j'ai construit ma vie : je suis parti de rien. On peut m'aimer comme on peut me haïr, on peut partager mes positions ou s'y opposer, je resterai fier du travail de patriote que j'ai fait et de mon engagement politique jusqu'à la fin de mes jours.

A 22 ans, j'ai ressenti la souffrance des Gabonais et j'ai agi. A 31 ans, j'ai encore ressenti leur souffrance et j'ai créé le BDP-Gabon Nouveau. Je n'ai pas attendu d'avoir quarante deux ans ou l'occasion d'une élection présidentielle pour dire au monde combien j'étais préoccupé par le sort des Gabonais. C'est dans la modestie la plus décente que j'ai mené mon combat, loin des caméras et du sensationnalisme, car ce combat était trop sérieux pour qu'on en fasse une bouffonnerie.

Quand, il y a quelques jours, j'ai annoncé mon intention de me présenter à cette élection présidentielle anticipée, certains m'ont posé la question : Pourquoi ? Qui es-tu pour te présenter à l'élection présidentielle ? Qui te connaît même ? Est-ce que tu peux être élu ?

A ceux-là, je répondrai qu'en tant que citoyen Gabonais, je n'ai de caution ni de permission à recevoir de personne. Cela fait 42 ans que l'on nous dicte ce que nous pouvons faire et ce que nous ne pouvons pas faire, ce que nous pouvons dire et ce que nous ne pouvons pas dire. Cela suffit ! Que l'on laisse les Gabonais qui veulent s'exprimer s'exprimer, que l'on laisse les Gabonais qui veulent se présenter se présenter. Que l'on laisse s'affirmer le droit de tout un chacun à affirmer ses convictions du mieux qu'il peut. Que l'on laisse le peuple être le seul juge de la compétence des uns et des autres à mener, pour le bien de tous, la maison Gabon. Le droit de me présenter aux élections est un droit pour lequel je donnerais ma vie. Je ne permettrai à personne de me priver de ce droit. Plus jamais. Pas cette fois.

D'autres ont encore dit qu'il existe un article dans le code électoral qui empêcherait la candidature des personnes n'ayant pas résidé pendant trois années consécutives au Gabon. Et à cause de cela, ils ont pensé qu'il fallait laisser tomber. Que cela ne valait pas la peine. A ceux-là, je répondrai que s'il y a une bataille justement qui justifierai que je me présente, c'est bien celle-là. Ces lois que l'on cache dans les codes électoraux ou d'autres lois organiques obscures sont, à mes yeux, anticonstitutionnelles. Aucune loi dans le pays ne doit exister qui contredise la Constitution. La Constitution ne reconnaît que deux limitations au droit de se présenter : il faut avoir 40 ans révolus et être de nationalité gabonaise. Quand, donc, une loi est injuste et contrevient aux principes mêmes de la Constitution parce que créée pour opprimer, elle doit être combattue. J'affirmerai jusqu'au bout mes droits et je ne permettrai à personne de m'en priver. Plus jamais. Pas cette fois.

Il y en a d'autres qui m'ont dit. Mais votre passeport est bloqué par Bongo et ses sbires depuis 2005. Les bongoïstes ne renouvelleront jamais votre passeport. Laissez tomber. A ceux là, je répondrai que la privation de passeport est un crime contre la Constitution puisqu'elle prive, en fait, le citoyen que je suis de sa citoyenneté. Eh bien je dis aujourd'hui même que je me battraï jusqu'à la mort pour mon droit à la citoyenneté. Je ne laisserai personne me priver de ce droit. Personne. Plus jamais. Pas cette fois.

Mesdames et messieurs, c'est justement pour tous ces droits citoyens bafoués au Gabon depuis 42 ans que je me présente, pour ne laisser personne me dicter à moi, citoyen libre, ce que je dois faire ou ne pas faire. C'est justement pour ceux qui, comme moi, ont subi ce régime depuis 42 ans, sans pour autant avoir la voix, ni la force de lutter, que je me bats. Je veux être la voix de ceux-là, je veux être la voix des sans voix et exprimer pour eux le ras-le-bol qui est le leur et le mien de voir nos droits bafoués, refusés, contrôlés. Nous sommes fatigués de mendier des droits qui nous reviennent de droit, d mendier des soins de santé qui nous reviennent de droit, de mendier l'éducation de nos enfants qui nous revient de droit, de mendier le travail qui nous revient de droit. Nous sommes fatigués. Et nous disons donc, plus jamais, plus maintenant. Pas cette fois.

Ne vous y méprenez donc pas, chers compatriotes. Mon combat est le combat de la liberté, le combat de l'affirmation des droits citoyens refusés depuis 42 ans. Ce combat n'est pas facile. Tout le monde le sait. Mais est-ce parce que ce combat est difficile qu'il faille pour autant abandonner nos droits et libertés à ceux-là même qui profitent de notre ignorance, de nos peurs et de nos superstitions pour nous écraser un peu plus, pour nous voler un peu plus, pour nous animaliser un peu plus?

Je dirai non, chers compatriotes. Pas cette fois.

Aucune liberté n'a jamais été conquise sans combat, sans sacrifice. Ne croyons pas que le combat pour la liberté et le changement au Gabon se gagnera tout seul.

Ce n'est ni par les urnes, ni par la volonté du régime en place que se gagnera ce combat. Ce sera dans la rue qu'il se gagnera, si les Gabonais se décident aujourd'hui à dire : plus jamais ça. Pas cette fois.

Ce que je vous ai prédit par mes analyses politiques depuis 1998 s'est toujours confirmé. Quand je vous avais dit que rien de bon ne pouvait se passer au Gabon tant qu'Omar Bongo et son régime seraient au pouvoir, certains ont rigolé. Ils ont demandé que l'on respecte Bongo, qu'on ne l'insulte pas, qu'il changera, que ses discours montraient qu'il avait compris, qu'il était prêt à se repentir. A ceux-là, j'avais dit que quand quelqu'un est foncièrement mauvais dès le départ, il reste foncièrement mauvais à la fin.

Omar Bongo est donc mort sans rien laisser de bon derrière lui, parti du pouvoir comme il est venu : par la petite porte.

Mes chers compatriotes, le Gabon ne changera pas sans sacrifice. Ceux qui, depuis un certain temps, vous disent que tout est gagné vous trompent. Ils vous mentent parce qu'ils veulent vous emmener dans les voies de garage habituelles. Il est donc important de rester vigilant. La prochaine fois que quelqu'un viendra à vous pour vous dire de le suivre car, selon lui, tout est gagné, demandez-lui de vous expliquer clairement comment tout est gagné. Demandez-lui pourquoi il vous appelle encore à lutter si tout est déjà gagné. Au contraire, il ne devrait plus se plaindre ni protester. Il doit tout simplement aller prendre le pouvoir sans plus faire appel à vous, puisque tout est gagné. La réalité est toute autre et il n'y a que les personnes irresponsables et qui ne savent pas ce qu'elles font qui vous diront aujourd'hui que tout est gagné.

D'abord parce que c'est dangereux de dire à un peuple habitué à la passivité que tout est gagné. Quand on dit à un peuple qui a besoin de prendre le courage de se battre que tout est gagné, on le prédispose à l'abandon du combat. Du moment que tout est gagné, se dira-t-il, pourquoi s'en faire ? Le peuple n'aura plus envie de combattre, de lutter.

Moi je vous dis, chers compatriotes, que rien n'est gagné d'avance. Il nous faut nous préparer au sacrifice et à la lutte. Moi, Daniel Mengara, je vous ai toujours regardé dans les yeux pour vous dire les vérités que, parfois, vous ne vouliez pas entendre. Parce que, pendant dix ans, j'ai longuement étudié le Gabon, je puis, aujourd'hui, encore une fois, vous prédire que rien n'est gagné car tout est à gagner. Il nous faut nous battre.

Pourquoi ?

Pour bien comprendre l'idée du changement au Gabon, il faut l'analyser comme une équation mathématique. Il n'y a pas mille façons de changer le Gabon mais trois.

Parmi ces trois voies, il y en a deux qui sont violentes et une qui est non violente.

La première manière de changer le Gabon, dans le sens de la rupture que les Gabonais recherchent, serait que quelqu'un, hors du régime ou opposé au régime, fasse un coup d'état. Ce coup d'état pourrait être fait par la France ou par des militaires Gabonais opposés au régime Bongo. Dans ce cas, vous conviendrez avec moi que cette façon de changer le Gabon est tout sauf pacifique. Pourtant, c'est l'une des trois voies par laquelle le changement pourrait venir au Gabon.

Puis il y a la deuxième voie, celle que j'appelle la voie du miracle. Le miracle serait ici qu'un beau matin, tous les membres du régime Bongo se réveillent transfigurés par la grâce divine, et annoncent, sans y être forcés, qu'ils acceptent la démocratie absolue, qu'ils vont tout mettre en place pour des élections transparentes comme les Gabonais veulent et qu'ils accepteront sans broncher la défaite qui en découlerait puisqu'ils savent qu'ils ne peuvent pas gagner une élection transparente au Gabon. Mais vous conviendrez avec moi qu'après 42 ans de tripatouillages et de fraude en tous genres, il n'y a que les malades mentaux qui peuvent aujourd'hui croire que ce régime abandonnerait le pouvoir au Gabon sans y être forcé.

Ce que cela veut dire, chers compatriotes, est que la seule possibilité pour le Gabon de changer dans la paix la plus absolue serait que le régime Bongo, sans y être forcé, accepte lui-même de quitter le pouvoir.

C'est donc le régime qui, seul, pourrait éviter la guerre ou la violence au Gabon en abandonnant le pouvoir. Mais vous conviendrez avec moi que cette hypothèse relèverait de l'utopie.

Que nous reste-t-il alors, dans ce cas ? Hé bien, c'est la seule et dernière hypothèse plausible, c'est-à-dire une insurrection en bonne et due forme. Autrement dit, il n'y a pas mille solutions, C'est soit le miracle du régime acceptant lui-même de partir, ce qui est la seule hypothèse pacifique, mais utopique, soit les deux hypothèses violentes que sont le coup d'état ou l'insurrection.

Il n'y a pas d'autres voies. Ou peut-être que si, mais cette voie, qu'on pourrait appeler la quatrième voie, c'est celle des compromissions qui veulent que certains Gabonais continuent à croire qu'il est possible de développer le Gabon en s'associant à ce régime. Pour certains naïfs, on continue à croire qu'il suffit d'insuffler des personnes nouvelles dans le système pour l'améliorer. Et pourtant, que d'opposants absorbés, que d'énergies déroutées. En 42 ans, le régime Bongo a absorbé tout ce que le Gabon a produit de plus brillants comme opposants et intellectuels. Cela n'a pour autant pas suffi pour développer le Gabon. Le problème du Gabon est donc, avant tout, un problème de système, un système qui pourri tout ce qui y entre et animalise toute humanité.

En réalité, les compromissions telles qu'on en a vues au Gabon avec Paul Mba Abessole ou Pierre Mamboundou, sont généralement le signe de l'échec de la démocratie. Toute démocratie qui doit être négociée autour de notions de partage du pouvoir est généralement une démocratie tronquée parce que faite d'arrangements contre-nature qui faussent le jeu démocratique. Nous ne croyons donc pas au partage du pouvoir. Nous croyons plutôt à l'alternance démocratique qui insuffle du sang neuf et des idées neuves dans la société. Sans véritable alternance, on aboutit à ce qu'on voit actuellement au Gabon : l'enracinement au gouvernement, les gouvernements pléthoriques pour satisfaire tout le monde ou la géopolitique au rabais, les gros ventres, et rien comme progrès socioéconomique.

Pour donc sauver le Gabon, toute idée de changement véritable doit passer par un changement de système, c'est obligatoire. Parce qu'il n'y a pas trois mille manières de changer le Gabon, et que l'on voit mal ce régime accepter le verdict des urnes, encore moins le principe d'une élection transparente, quelles voies de libération reste-t-il au peuple en dehors de l'insurrection ?

Cela m'amuse souvent d'entendre les uns et les autres accuser le BDP d'être un mouvement violent. Ce qu'ils n'ont pas compris c'est que ce n'est pas le BDP qui est violent, mais le contexte politique gabonais. Qu'on le veuille ou pas, ils faudra passer par les trois voies que j'ai tracées. Le BDP ne fait que reconnaître ce qui est évident : pour que le Gabon change vraiment, pour qu'il y ait une véritable alternance démocratique au Gabon, cela ne viendra pas par les urnes, cela viendra par une insurrection par laquelle les Gabonais diront : « plus jamais ça. Pas cette fois ».

Je le répète : ce n'est pas le BDP qui est violent. Le changement par la violence est obligatoire au Gabon, BDP ou pas. Imaginez, demain, un opposant mettre dans la rue des milliers de Gabonais dans le cadre d'une marche pacifique demandant le départ du régime ou la réforme. Une telle marche ne pourrait aboutir pacifiquement que si le régime cède. Mais qu'est-ce qui se passerait si le régime ne cède pas et se décide à tuer les Gabonais ? On aboutirait automatiquement à de la violence. Pourtant, cela aurait commencé par une marche pacifique. La violence n'est donc pas forcément le fait d'une opposition qui se bat pour les droits du peuple. Elle est, en fait, et surtout, le fait de l'enracinement au pouvoir d'un régime qui se refuse à la démocratie.

Le peuple gabonais, BDP ou pas, devra passer par le sacrifice pour obtenir le changement qu'il souhaite. Mais dans le mot insurrection, il ne faut pas voir que l'intention de violence. L'insurrection est aussi



simple qu'un citoyen décidant de rester à la maison et ne plus aller travailler pour ne plus nourrir par son travail ceux qui mangent sans partage. L'insurrection est aussi simple qu'un peuple descendant dans les rues lors de marches pacifiques pour défendre ses droits. L'insurrection est aussi simple qu'un élève décidant de ne plus aller au cours en signe de protestation contre un régime qui lui a bloqué l'horizon. L'insurrection est aussi simple que de refuser la bière électorale que le régime Bongo distribuera pour corrompre une énième fois l'électorat.

Nous avons, donc, en tant que nation, à faire un choix simple. Si nous avons peur du sacrifice, laissons alors Ali Bongo et sa famille continuer à prendre en otage et détrousser notre pays. Comme cela, ils pourront installer au Gabon la petite monarchie bongoïste qu'ils souhaitent y instaurer et nous traumatiser pendant 30 années de plus. Mais si vous voulez le changement véritable, chers compatriotes, il vous faut vous préparer au sacrifice. Le changement ne viendra pas au Gabon par lui-même.

Est-ce que cela veut dire que cette violence viendra forcément du BDP ? Non. Ce que cela veut dire c'est qu'elle est inévitable, sauf dans le seul cas d'un miracle par lequel le régime Bongo accepterait de par lui-même de quitter le pouvoir.

Le BDP-Gabon Nouveau ne hait personne. Le BDP-Gabon Nouveau est simplement fâché et frustré par la criminelle indifférence du régime Bongo envers les souffrances endurées par les Gabonais depuis 42 ans.

A nos frères du PDG, donc, je dis tout simplement que je ne vous hais pas. Je ne vous ai jamais haï. Je suis tout simplement fâché contre vous comme j'étais fâché contre Bongo. Ne voyez-vous donc pas les crimes contre le peuple que vous avez commis pendant 42 ans ? Cela ne vous trouble-t-il pas que le pays soit si mal en point alors que le Gabon a tous les atouts pour se réussir un développement économique digne de ce nom ?

Et je me fâche encore plus quand je vois les tripatouillages que je vous vois déjà préparer en ce moment. Ces tripatouillages qui montrent que vous ne voulez pas changer. Ces tripatouillages qui ont fait que Rose Rogombé reconduise le même vieux gouvernement. Aucun signe, donc, de progrès. Quel choix laisse-t-on donc au peuple ?

A mes frères et sœurs pédégistes, je pose donc la question suivante : De quoi avez-vous peur, mes frères ? Pourquoi avez-vous si peur de la démocratie ? Pourquoi avez-vous si peur de la transparence électorale ? Pourquoi avez-vous si peur de l'Etat de droit ?

Je vous tends donc aujourd'hui la main de la Réconciliation nationale autour du projet de réforme que mes amis de la Coalition Gabonaise du Refus et de Salut National ont produit à Bruxelles les 30 et 31 mai 2009. Saisissez cette main tendue et réconcilions cette nation trop longtemps meurtrie par votre cruauté et votre indifférence.

Sortons des mesquineries qui font que vous croyiez que le Gabon vous appartient et que vous puissiez en faire ce que vous voulez. Cette époque est passée. Les Gabonais ne l'accepteront plus. Pas maintenant. Pas cette fois.

Alors, mes frères et sœurs, osez courageusement braver le verdict populaire dans la transparence, même si cela veut dire la défaite électorale pour vous. Mais ne forcez pas les populations gabonaises dans les derniers retranchements de la violence et de l'insurrection. Comme je l'ai montré, la seule manière au Gabon d'assurer une transition pacifique consiste pour vous de quitter dignement le pouvoir en acceptant

le verdict des urnes. Pourquoi voulez-vous causer la violence politique au Gabon par votre refus de la démocratie et de réforme ?

Mais nous vous disons déjà que nous n'abandonnerons jamais notre lutte pour la dignité du peuple gabonais. Nous nous mettrons demain devant vos balles et vos soldats s'il le faut pour affirmer nos droits et libertés trop longtemps bafoués. Ne vous mettez pas en travers du chemin du peuple gabonais.

A Mme Rose Rogombé, que nous félicitons d'ailleurs pour son accession à la magistrature suprême intérimaire, nous demandons de ne pas bâcler, ni précipiter l'élection. Profitez de la mort de Bongo pour au moins recommencer à zéro, sur de meilleures bases. Avec nos amis de la Coalition Gabonaise du Refus et de salut National, nous avons proposé, avant tout le monde, que pour la crédibilité des élections, il y ait non seulement une transition d'à peu près six mois à un an qui permettrait à un gouvernement de transition inclusif et diversifié d'organiser des élections crédibles en collaboration avec l'ONU, mais également de réconcilier les Gabonais.

Mais le simple fait d'organiser des élections ne suffit pas. Le simple fait d'établir des élections ne suffit pas non plus. Il faut, en plus de tout cela, une révision constitutionnelle et une Réforme qui soit globale et capable non seulement d'instiller une plus forte dose de démocratie dans nos institutions, mais aussi de renforcer l'Etat de droit. Et s'il faut passer par une seconde Conférence Nationale qui soit souveraine, faisons-le. Mais au minimum, nous demandons surtout que le mode de scrutin soit ramené à deux tours au lieu d'un car une élection présidentielle à un tour est foncièrement dangereuse pour le Gabon. Nul n'accepterait la crédibilité d'une élection au cours de laquelle le président de la République ne serait élu que par 15% de la population. Prenez donc acte, Madame, de la proposition de constitution que la Coalition Gabonaise du Refus et de Salut National a proposée, et faites-en la base de la Réforme institutionnelle que les Gabonais attendent, dans un cadre de Conférence Nationale, de préférence.

Nous restons cependant déçus de constater que vous ayez, ce 19 juin, reconduit le même Gouvernement que celui précédent, alors même qu'une nouvelle équipe aurait redonné confiance aux Gabonais. Nous restons particulièrement déçus de constater le maintien de Monsieur Ali Bongo au ministère de la défense. Il eût été de bon ton de débarrasser le gouvernement de cet homme qui, à partir de ce ministère, projette de plonger le Gabon dans la violence.

A nos amis Français, nous tenons à saluer l'amitié que vous portez au peuple gabonais. Le BDP-Gabon Nouveau reste fondamentalement attaché aux valeurs de démocratie et de dignité que nous inspirent les institutions démocratiques que vous pratiquez chez vous. Le rêve des Gabonais est, à ce titre, de se doter, à leur tour, d'institutions démocratiques dignes de ce nom, parce que découlant de leur propre choix démocratique. Sachez que les Gabonais n'ont rien contre vous, mais qu'ils s'opposeront à toute ingérence française qui aurait pour but d'aider le régime en place à se maintenir ou de parachuter quelqu'un à la tête du Gabon. Par contre, le peuple gabonais est prêt à un véritable partenariat avec la France. Le peuple gabonais dit au gouvernement français que vous n'avez pas besoin de parachuter des gens à la tête du Gabon pour y sauvegarder vos intérêts. Le BDP-Gabon Nouveau comprend très bien que ce qui est en jeu ici n'est pas autant les intérêts français au Gabon que la gestion qui est faite des intérêts gabonais. Autrement dit, ce que nous souhaitons ce n'est pas la remise en cause des intérêts français, mais la revalorisation de la part qui revient au Gabon après que les intérêts français aient été satisfaits. Les parts gabonaises, malgré l'exploitation française, restent assez considérables pour permettre au Gabon de se développer pleinement. Elles restent largement suffisantes pour subvenir aux besoins les plus

fondamentaux des Gabonais. Dans ce contexte, la réalité de la présence économique française au Gabon est telle que personne ne peut, sauf inconscience notable, songer à remettre en cause les intérêts français qui alimentent l'économie gabonaise. Avec ou sans Bongo, les intérêts français seront sauvegardés au Gabon. Avec ou sans régime Bongo, les intérêts français seront sauvegardés au Gabon. Tout ce que nous demandons, c'est que la France ne s'immisce pas dans la politique gabonaise en parachutant des hommes ou des femmes qui perpétueraient le statut quo de la Françafrique au Gabon. Les leaders qui dirigeront le Gabon demain doivent être les leaders choisis par les gabonais et non par la France.

A la communauté internationale, nous disons que le Gabon demain, une fois débarrassé du bongoïsme, sera un partenaire. Nous y voulons une révolution culturelle et économique qui fera de notre pays un partenaire économique privilégié de la Communauté internationale. Mais la communauté internationale ne doit aucunement cautionner la prise de pouvoir antidémocratique que sont en train de préparer les bongoïstes au Gabon.

Aux généraux, militaires, gendarmes et policiers gabonais, sachez qu'au centre de la politique du BDP-Gabon Nouveau se trouve la revalorisation du statut de l'armée et des autres corps armés au Gabon. Nous voulons faire de la police et des militaires le premier rempart contre la corruption. La revalorisation du statut de l'armée voudra dire des salaires et des logements dignes pour les policiers, aux fins de les éloigner de la corruption et d'en faire des exemples de probité au sein de la société.

Au peuple gabonais, nous disons que tout est possible au Gabon, que tout sera possible. Le renouveau du Gabon est à portée de main car nous pouvons faire en cinq ans ce que les bongoïstes n'ont pas pu faire en 42 ans de pouvoir sans partage. En seulement cinq ans, le BDP-Gabon Nouveau pourra assurer le plein emploi au Gabon. En seulement cinq ans, il n'y aura pas un seul Gabonais au chômage, il n'y aura pas un seul gabonais qui ne soit soigné dans des hôpitaux modernes, il n'y aura aucun Gabonais qui ne puisse envoyer ses enfants dans des écoles de son choix, il n'y aura aucun étudiant sans bourse correspondant au salaire minimum du pays où l'état gabonais l'a envoyé, dont la bourse soit arbitrairement coupée, il n'y aura aucun Gabonais qui n'ait accès à un système de retraite et de sécurité sociale, il n'y aura aucun Gabonais qui vive dans des bidonvilles insalubres comme en ce moment.

Mais pour que tout cela soit possible, chers compatriotes, battons-nous plus que jamais pour non seulement une réforme immédiate des institutions de la République, mais également une alternance démocratique véritable.

Sans haine et sans violence, restons fermes sur nos convictions. Et défendons nos droits pour que demain soit meilleur qu'aujourd'hui.

Mais ne tombons pas dans le piège qui consiste à croire qu'on ne peut changer le Gabon que si on a le soutien des Français ou des hommes d'affaires français, chinois ou américains. Ce serait là une erreur fondamentale car tout ce que nous ferions, dans ce cas, c'est échanger un Bongo esclave des intérêts étrangers avec un autre Bongo tout aussi esclave des intérêts étrangers qui ont pris en otage notre pays depuis 42 ans. Disons plutôt aux Français et autres amis du Gabon qui veulent s'investir chez nous que nous les aimons car ce sont nos frères. Disons leur qu'ils n'ont pas besoin de parachuter des présidents à la tête du Gabon pour garantir leurs intérêts au Gabon. Nous sommes conscients de ces intérêts et nous ne nous y opposerons pas. Ce qui nous intéresse, c'est la gestion rationnelle de la part qui revient au Gabon après que les Français et les autres partenaires se sont servis, en conformité avec les accords conclus, parce que nous savons que cette part qui nous revient demeure substantielle puisqu'elle fait quand-même de nous l'un des pays les plus riches ou potentiellement riches d'Afrique. Tout ce que nous demandons à

nos frères et amis qui s'investissent chez nous, c'est la capacité pour les Gabonais de choisir librement leur président, sans ingérence.

Nous croyons au génie gabonais et nous pensons qu'il n'est pas nécessaire de chasser les Français du Gabon ou même de remettre en cause leurs intérêts. Par contre, nous sommes prêts à établir le Gabon comme un partenaire dans un contexte de concurrence économique. A côté d'une banque française performante, nous établirons une banque gabonaise performante. Là où une compagnie française découvrira du pétrole au Gabon, elle pourra garder ses 75% habituels car nous comprenons que le Gabon n'ayant développé aucune capacité ni de recherche ni de production pétrolière, il serait mal venu d'exiger des Français quelque chose qui, sur le plan économique, serait incohérent. Les Français ont investi, les Gabonais non. Donc, il est normal que les Français se donnent la part du lion dans un contexte où le Gabon est un partenaire passif. Par contre, nous voulons établir, à côté d'une compagnie pétrolière française, une compagnie pétrolière gabonaise. Et quand ce sera la compagnie gabonaise qui fera une découverte pétrolière, dans ce cas, le Gabon pourra avoir ses 75% et donner leurs 25% aux compagnies françaises associées comme partenaires. C'est cela la loi de l'économie et nous la comprenons très bien.

Cependant, notre candidature à nous ne sera pas celle des multinationales et des intérêts obscurs. Notre campagne sera celle du peuple gabonais. Nous leur faisons la promesse de ne jamais prostituer l'avenir du Gabon au plus offrant, à cause d'ambitions politiques débridées. Nous gagnerons cette élection par la force des moyens que nous donneront les Gabonais, avec l'argent des Gabonais. Pour chaque million d'Euro que les compagnies françaises investiront dans les candidatures de ceux qui leur ont vendu l'avenir du Gabon, nous opposerons le 100 francs, le 1000 francs et le 5000 franc de cette vieille mère gabonaise qui, elle, veut voir le Gabon délivré du néocolonialisme et de l'infantilisation permanentes. L'élection du président gabonais ne se décidera pas en France ni ailleurs, mais au Gabon par les Gabonais.

Pour tout ce qui précède, pour la dignité et les martyrs tombés sous le poids de la précarité, de la maladie et de la pauvreté, pour la paix et le renouveau, pour le progrès économique et la réconciliation nationale, pour notre peuple et une destinée porteuse d'espoirs et de progrès, pour l'alternance démocratique, pour la réforme, la vérité et le retour des valeurs, pour le rassemblement et l'unité, pour le progrès et le développement durables, pour la rupture et le changement,

Et avec seulement le peuple gabonais avec nous et non les intérêts obscurs qui veulent perpétuer la Françafrique, la dépendance et le néocolonialisme au Gabon,

Et afin que vive enfin notre pays, notre nation, sans exclusive et sans tribalisme,

Mesdames et Messieurs : je m'appelle Daniel Mengara et je suis candidat à l'élection présidentielle anticipée de 2009.

Je vous remercie.

Discours de déclaration de candidature lu le 20 juin 2009 à Paris.

**Dr. Daniel Mengara**  
**Président, BDP-Gabon Nouveau**